



Lettre économique d'Algérie

N° 61 – mai 2017 (31/05/17)

© DG Trésor

Economie

172^{ème} Conférence de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) à Vienne

Communiqué de presse de l'OPEP :
http://www.opec.org/opec_web/en/press_room/4305.htm

http://www.opec.org/opec_web/en/press_room/4306.htm

Lien vers le rapport EIA :

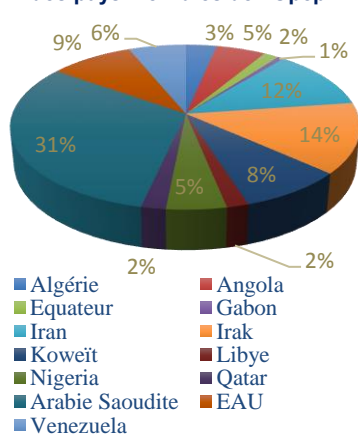
https://www.eia.gov/beta/international/analysis_includes/special_topics/OPEC_Revenues/opec.pdf

La 172^{ème} conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est tenue à Vienne le 25 mai, sous la présidence de Khalid A. Al-Falih, Ministre de l'énergie, de l'industrie et des ressources minérales d'Arabie Saoudite.

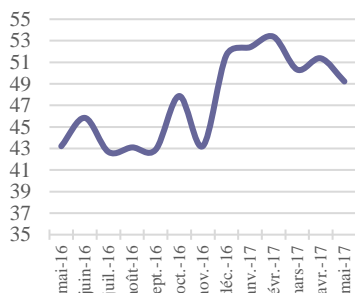
La Guinée Equatoriale avait soumis une demande pour rejoindre l'organisation en janvier dernier. Elle a vu son admission approuvée lors de la conférence, avec effet immédiat.

La 171^{ème} Conférence, tenue en novembre 2016, avait été l'occasion de mettre en œuvre l'accord dit d'Alger pour réduire la production de pétrole de 1,2 Mbl/j. A l'issue de cette 172^{ème} conférence, il a été décidé par les pays membres de prolonger l'accord pour une durée de neuf mois à compter du 1^{er} juillet 2017.

Part de la production de pétrole des pays membres de l'Opep



Evolution du prix du panier Opep (cours pétrolier, en \$)



Source : OPEP

Dans la même journée, les ministres des pays membres de l'Opep ont rencontré les pays exportateurs non membres de l'Organisation qui avaient coopéré avec l'Opep pour réduire eux aussi leurs productions. Ces derniers (au nombre de 10) maintiennent leur coopération pour la même durée que les pays de l'Opep. Par ailleurs, l'Iran qui a été le seul pays de l'Opep à pouvoir augmenter sa production lors de la dernière conférence a pu conserver cet avantage lors de cette nouvelle réunion.

A l'issue de la conférence, les marchés ont réagi immédiatement puisque les cours ont chuté de près de 5% dans la journée en raison d'anticipations plus optimistes. La prochaine conférence se tiendra à Vienne le 30 novembre 2017.

En parallèle, l'Agence américaine d'information énergétique (EIA) a publié un document à propos des revenus d'exportations des membres de l'Opep. Il en ressort notamment qu'en 2016, le total des revenus d'exportations de pétrole des pays membres s'est élevé à 433 Mds USD, une baisse de 15% par rapport à 2015. L'Arabie Saoudite génère la plus importante part de ces revenus, à hauteur de 30% du montant total. Pour 2017 et 2018, l'EIA prévoit une augmentation des revenus pétroliers de 24% et 10%, respectivement.

En marge de cette conférence, l'ex-ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, a rencontré plusieurs membres de gouvernements étrangers. Au début du mois, le ministre des Affaires étrangères norvégien s'est rendu à Alger afin de consolider leurs partenariats dans le domaine de l'énergie. Il s'est ensuite rendu en Irak où il a pu s'entretenir avec le président ainsi qu'avec son homologue irakien afin de relancer leur coopération bilatérale puis à Madrid pour y rencontrer son homologue espagnol avec lequel ils ont mis en avant de nombreux projets de partenariat notamment sur les interconnexions électriques et gazières ou encore sur la commercialisation du gaz. Enfin, il s'est entretenu avec son homologue russe à Moscou afin de discuter de leur coopération bilatérale en vue de la conférence de Vienne.

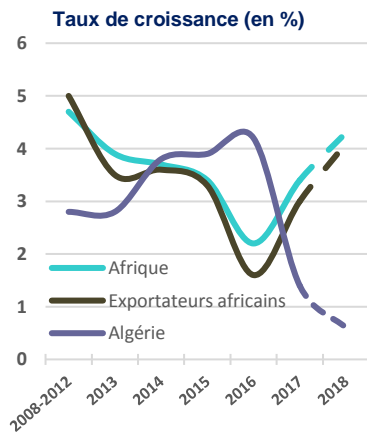


Economie

Rapport 2017 de la Banque Africaine de Développement sur les perspectives économiques en Afrique

Lien vers le rapport :

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Perspectives_economiques_en_Afrique_2017.pdf



Source : BAD

La Banque Africaine de Développement (BAD) a publié la 16^{ème} édition de ses Perspectives économiques en Afrique, rédigée en collaboration avec le PNUD et l'OCDE.

En termes de performances économiques, le rapport indique un ralentissement de la croissance du continent africain à 2,2% en 2016 (3,4% en 2015), imputable notamment au faible niveau des cours de matières premières sur l'année écoulée. Il montre aussi la disparité des taux de croissances selon les régions, de 0,4% en Afrique de l'Ouest (due notamment à la récession au Nigéria) à 5,3% en Afrique de l'Est. L'Afrique du Nord se situe dans une position quasi médiane, à 3%. Les prévisions pour le continent sont plutôt positives puisque la BAD projette un taux de croissance de respectivement 3,4% et 4,3% en 2017 et 2018.

S'agissant de l'Algérie, le rapport indique une croissance de 3,5%, un taux plus de deux fois supérieur à la moyenne des pays africains exportateurs de pétrole, grâce notamment à la reprise du secteur des hydrocarbures. Par ailleurs, parmi les 18 pays africains qui ont atteint un niveau de développement moyen ou élevé en termes de développement humain, l'Algérie est placée 3^{ème} en Afrique, derrière les Seychelles et Maurice. Le rapport indique également le fort potentiel entrepreneurial de l'Algérie, qui comptait en 2016 près de 2,7 millions d'entrepreneurs privés dont 16% opèrent dans l'industrie, un secteur cependant en recul depuis la fin des années 1990 (passant selon la BAD de 46% en 1990 à 39% de la valeur ajoutée totale en 2015, hydrocarbures inclus).

Economie

Le Forum économique mondial sur la région ANMO s'est tenu en Jordanie

<https://www.weforum.org/events/world-economic-forum-on-the-middle-east-and-north-africa-2017/about>

Le forum économique mondial s'est tenu en Jordanie entre le 19 et le 21 mai et a réuni dirigeants et hommes d'affaires de plus de 50 pays. L'ancien ministre de l'Industrie et des mines, Abdeslam Bouchouareb, représentait l'Algérie pour l'évènement.

Le développement du secteur privé était au cœur des échanges et la question du chômage des jeunes dans les pays de la région (aux alentours de 30%) a été longuement abordée. La création de startups (100 startups de la région ont été invitées pour cette occasion) et les partenariats publics-privés sont autant d'éléments suggérés au cours du forum pour assurer le développement technologique et promouvoir l'innovation.

L'ex-ministre de l'Industrie et des Mines a profité de cet évènement pour mettre en avant les mesures mises en place pour l'investissement et le soutien aux petites et moyennes entreprises.

Economie

50^{ème} édition de la Foire Internationale d'Alger entre le 8 et le 13 mai

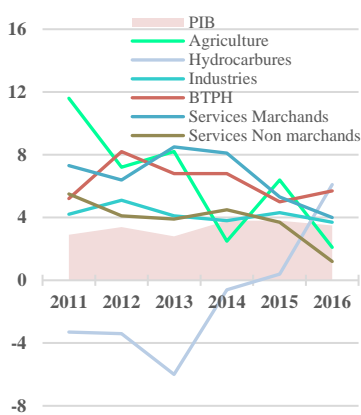
La 50^{ème} édition de la Foire Internationale d'Alger (FIA) s'est tenue entre le 8 et le 13 mai et a accueilli plus de 1000 entreprises dont la moitié étrangère et provenant de 34 pays. Pour cet évènement, le pavillon français a été représenté par quinze entreprises de différents secteurs. La Russie était l'invité d'honneur de la FIA.

L'ex-Premier ministre algérien, Abdelmalek Sellal, était présent pour inaugurer l'évènement et a souligné l'importance des partenariats entre l'Algérie et les acteurs étrangers. Le pavillon réservé aux partenariats était d'ailleurs le plus important de la FIA avec 93 exposants. Une attention particulière a aussi été accordée au secteur agricole (70 exposants) poursuivant un objectif d'autosuffisance et de développement de capacités exportatrices.



Economie

Evolution de la croissance annuelle des principaux secteurs (en %)



Source : ONS

L'Office National des Statistiques a publié son rapport sur la croissance pour 2016

L'Office National des Statistiques (ONS) a estimé un niveau de croissance de 3,5% en 2016, soit une baisse de 0,3 point par rapport à 2015. Le document présente une analyse détaillée de la croissance sectorielle :

- ❖ Tandis qu'il était en récession jusqu'en 2015, le secteur des hydrocarbures a affiché la plus forte croissance avec une variation en volume de 6,1% en 2016, avec un pic à 13,3% sur le quatrième trimestre.
- ❖ Après une croissance moyenne de 7,1% entre 2011 et 2015, le secteur agricole a enregistré une croissance de 2,1% en 2016, avec une contraction de 4,1% sur le quatrième trimestre.
- ❖ Le secteur industriel a cru de 3,7%, celui du BTP de 5,7% et les services marchands de 4%.
- ❖ Le secteur des services non marchands a affiché la plus faible croissance, avec un taux de 1,2%.

Economie

Le Dialogue 5+5 est la plus ancienne instance de concertation euro-méditerranéenne. Elle réunit les pays du Nord Méditerranéen (Espagne, France, Italie, Portugal et Malte) et du Sud Méditerranéen (Algérie, Maroc, Tunisie, Mauritanie et Libye).

Réunion 5+5 à Rome entre les Directeurs généraux des douanes des pays du Nord et du Sud de la Méditerranée

La réunion du Dialogue 5+5 douanes s'est tenue à Rome le 11 mai et a été l'occasion pour M. Kaddour Bentahar, Directeur général des douanes algériennes de rencontrer ses homologues méditerranéens.

Afin de renforcer la lutte contre les activités terroristes et les fraudes au commerce international, il a été convenu lors de la réunion de la mise en place d'une gestion coordonnée des frontières. Les différents directeurs généraux ont conclu qu'il fallait faciliter l'échange d'informations, mettre en place des formations et trouver des financements pour mettre en œuvre ces actions de coopération. Dans la continuité de cette rencontre, il a aussi été décidé d'organiser une deuxième séquence afin d'y faire participer des experts dans le but de concrétiser ces projets.

Environnement des affaires

Lien vers les deux arrêtés ministériels :
<http://www.joradp.dz/FTP/JO-FRANCAIS/2017/F2017025.pdf>

Deux arrêtés ministériels parus au Journal Officiel relatifs à l'encadrement de l'activité des sociétés de gestion

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a édicté deux nouveaux règlements parus au Journal Officiel, relatifs aux activités des sociétés de gestion. Ils offrent un cadre propice aux sociétés de gestion qui doivent être dotées de moyens humains, financiers et matériels qui leurs permettront d'exercer pleinement leurs activités. Par ailleurs, un code de déontologie doit à présent être respecté par les sociétés de gestion, notamment en termes de transparence et de prévention des conflits d'intérêts.

L'objectif de ces nouvelles mesures est de dynamiser la Bourse d'Alger. Dans le contexte de baisse des liquidités, cette dernière contribuerait au financement de l'économie. A ce jour, la bourse compte cinq valeurs négociables sur la Bourse d'Alger. En 2013, le Conseil des participations de l'Etat avait considéré que huit entreprises publiques pouvaient éventuellement être introduites une introduction en bourse. La dernière activité sur le marché des capitaux propres était en 2016 lors de l'émission réussie d'Offre Publique de Vente de Biopharm et Rouiba. Depuis l'arrivée à échéance en 2015 des obligations de Sonelgaz et Dahli, le marché des obligations n'est actif qu'au travers l'émission d'Obligations Assimilables au Trésor (d'une maturité de 7 à 15 ans).

**Gouvernement****Le président de la République algérienne démocratique et populaire, Abdelaziz Bouteflika, procède à un remaniement ministériel**

Le 25 mai 2017, à la suite des élections législatives du 4 mai 2017, a été procédé un remaniement du gouvernement algérien.

Sont nommés :

- **Abdelmadjid Tebboune**, Premier ministre.
- **Le général de Corps d'armée Ahmed Gaïd Salah**, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire.
- **Nour-Eddine Bedoui**, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.
- **Abdelkader Messahel**, ministre des Affaires étrangères.
- **Tayeb Louh**, ministre de la Justice, Garde des Sceaux.
- **Abderrahmane Raouia**, ministre des Finances.
- **Mahdjoub Bedda**, ministre de l'Industrie et des Mines.
- **Mustapha Guitouni**, ministre de l'Energie.
- **Tayeb Zitouni**, ministre des Moudjahidine
- **Mohamed Aïssa**, ministres des Affaires religieuses et des Wakfs.
- **Ahmed Saci**, ministre du Commerce.
- **Abdelkader Bouazgui**, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.
- **Hocine Necib**, ministre des Ressources en eaux
- **Youcef Chorfa**, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.
- **Fatma Zohra Zerouati**, ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables.
- **Abdelghani Zaalane**, ministre des Travaux publics et des Transports.
- **Nouria Benghabrit**, ministre de l'Education nationale.
- **Tahar Hadjar**, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.
- **Mohamed Mebarki**, ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels.
- **Mourad Zemali**, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.
- **Azzedine Mihoubi**, ministre de la Culture.
- **Ghania Eddalia**, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine.
- **Tahar Khaoua**, ministre des Relations avec le parlement.
- **Mokhtar Hazbellaoui**, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.
- **Abdelkader Khomri**, ministre de la Jeunesse et des Sports.
- **Djamel Kaouane**, ministre de la Communication.
- **Houda Imane Feraoun**, ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique.
- **El Hadi Ould Ali**, ministre de la Jeunesse et des Sports.

Par ailleurs, et conformément à l'article 92 alinéa 6 de la Constitutions, M. le président de la République a également nommé, ce jour, M. Ahmed Noui, ministre, Secrétaire général du Gouvernement



Indicateurs socio-économiques

Tableau de bord-indicateurs clés

Population (au 1er janvier 2016)	40,4 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2017)	4296 USD
PIB/habitant en PPA USD (2017)	15423 USD
IDH (2016)	0,745 (86 ^{ème} sur 191)
Classement Doing Business (2017)	156 ^{ème} sur 189
Taux de chômage (septembre 2016)	10,5%
Taux d'inflation (rythme annuel en avril 2017)	7,7%
Taux de change EUR/DZD (avril 2017)	119,8
Prix du baril de pétrole brut (OPEP basket price – moyenne mensuelle mai 2017)	49,2 USD
Réserves de change (au 31 décembre 2016)	113 Mds USD

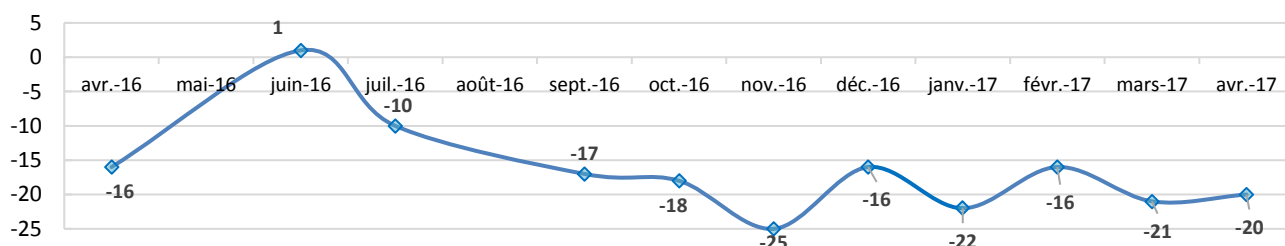
Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

Indicateurs macroéconomiques annuels

	2014	2015	2016*	2017*	2018*	
PIB, croissance et inflation	PIB (en Mds USD, à prix courants)	214	165	161	174	178
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,8%	3,9%	4,2%	1,4%	0,6%
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD)	156	135	138	141	144
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,6%	5,5%	3,7%	3,1%	2,7%
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	2,9%	4,8%	6,4%	4,8%	4,3%
	Taux d'investissement (en % du PIB)	47,8%	51,3%	49%	46,5%	38,2%
Comptes publics	Taux d'épargne (en % du PIB)	43,4%	34,7%	32,6%	34,2%	28%
	Solde budgétaire global (en % du PIB)	-7,3%	-15,4%	-11,6%	-2,2%	-2%
	Solde budgétaire global hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-38,0%	-37,8%	-29,9%	-27,9%	-26,5%
	Solde budgétaire hors Fonds de régulation des recettes (en % du PIB)	-14,5%	-36,5%	-21,2%	-9,3%	-7,7%
	Dettes publiques (en % du PIB)	7,7%	8,8%	20,4%	17,3%	17,8%
Comptes externes	Dettes extérieures brutes (en % du PIB)	1,7%	1,8%	2,7%	4,9%	6,8%
	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4 408	2 074	740	740	740
	Balance commerciale (en Mds USD)	0,3	-18,1	-23,1	-22,1	-16,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-13,0	-11,7	-8,4	-9,5	-9,1
	Transferts nets (en Mds USD)	3,3	2,7	2,7	2,9	3,0
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	1,5	-0,7	1,4	1,8	2,2
Monnaie	Balance courante (en Mds USD)	-9,4	-27,0	-28,8	-28,7	-22,7
	Balance des paiements (en Mds USD)	-5,9	-27,5	-26,0	-21,8	-15,6
	Avoirs extérieurs nets (en Mds DZD)	15850	15 553	12 725	10 438	9 025
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1 938	-1 490	1 526	4 842	7 559
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	6 591	7 651	8 341	9 176	9 953
Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13 664	13 731	13 881	15 280	16 583	

Source : FMI, Banque d'Algérie *estimation *prévisions

Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises



Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Algérie (adresser les demandes à alger@dgtrésor.gov.fr).

Auteur : Service Économique Régional d'Algérie
Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Sylvain Gérardon, Adrien Sperry, Darine Chenine, Nabila Tata et Guillaume Dufour

Revu par : Denis Le Fers